

Questions orales

[Français]

L'AGRICULTURE

LE MASSACRE DES VEAUX

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Hier soir, à la télévision, lors du bulletin de nouvelles, on nous a fait voir des scènes du massacre d'animaux à Saint-Bruno, au Lac-Saint-Jean, en plein pays civilisé, ce qui démontre que notre vénéré système économique est en train de soulever l'indignation de tout le monde. Afin de faciliter le débat de ce soir, puis-je demander au ministre de l'Agriculture s'il est d'avis...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je répète la décision que j'ai déjà rendue à ce sujet. Comme nous allons discuter de ce problème ce soir, il n'est pas permis, en ce moment, de poser une telle question pendant la période des questions orales.

* * *

[Traduction]

LES PÉNITENCIERS

SAINT-VINCENT-DE-PAUL—LA PARTICIPATION DES CINQ ÉVADÉS À DES ACTES DE VIOLENCE—LES RESPONSABLES DE L'ÉVASION

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre peut-il dire à la Chambre si les cinq détenus auxquels il vouait un intérêt tellement particulier qu'il a donné des directives spéciales, et qui ont quand même réussi à s'évader, n'ont pas participé au cours de leur brève période de liberté à des règlements de compte à Montréal, à des vols de banque et à des vols à main armée dont le butin comprendrait une quantité considérable de cigarettes?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, on me dit que ce matin trois de ces évadés ont pris part à un vol de banque. L'un d'entre eux, Mercier, a été atteint d'un coup de feu et grièvement blessé. Frappier a également été atteint et son état serait critique. L'autre serait sorti indemne de la fusillade. J'attends présentement un autre rapport.

M. O'Sullivan: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire s'il a établi qui était responsable de la négligence qui a permis cette évasion et si l'on a pris des dispositions relativement à cette négligence?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, on me fera tenir un rapport détaillé de l'affaire demain.

* * *

LES TRANSPORTS

L'ENTENTE AVEC LES ÉTATS-UNIS AU SUJET DE L'AUGMENTATION DE LA PART CANADIENNE DES EXPÉDITIONS MARITIMES—LES VUES DU GOUVERNEMENT

M. J. M. Forrestall (Darmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et à son distingué collègue et voisin de pupitre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait à la

[M. Richardson.]

conférence d'avril dernier où 72 pays ont pour la plupart ratifié ou approuvé en principe la formule des 40-40-20 pour le transport des biens et des denrées importés et exportés. Le Canada s'était abstenu à l'époque de voter sur la résolution qui est actuellement en voie de ratification. Étant donné l'abstention du Canada et l'immense avantage qu'aurait le Canada à augmenter de 1 à 40 p. 100 sa part des expéditions maritimes, le ministre voudrait-il nous dire si le Canada a l'intention de ratifier ce protocole ou cet accord? Si oui, quand le ministre va-t-il nous faire une déclaration en ce sens?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le secrétariat d'État aux affaires extérieures s'occupe de ces questions. Je serai heureux de donner une réponse demain. Nos fonctionnaires sont engagés dans des négociations et je serai probablement en mesure demain de faire connaître exactement notre position au député.

* * *

● (1500)

L'INDUSTRIE

AUTOMOBILES—LE PROJET DE FERMETURE DE L'USINE FORD À TALBOTVILLE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme M. Anthony Fredo, porte-parole de Ford Canada, a récemment annoncé que si les ventes de nouvelles automobiles continuaient à diminuer au rythme actuel, l'usine d'assemblage de petites voitures, à Talbotville, devra fermer ses portes dans la semaine du 25 novembre, le ministre communiquera-t-il immédiatement avec les représentants de l'industrie automobile et ses homologues américains pour essayer d'éviter ou de prévenir cette situation très grave? Je rappelle au ministre que plus de 3,000 emplois sont en jeu.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je suis très inquiet des répercussions sur l'industrie automobile du ralentissement de la consommation aux États-Unis. J'ai rencontré assez régulièrement les présidents des compagnies canadiennes de fabrication automobile. Je rencontrerai de nouveau le président d'une des grandes compagnies dans un jour ou deux pour discuter avec lui la situation dont vient de parler le député. On m'a dit que cette compagnie équilibrait sa production et que les difficultés suscitées au Canada devraient être de courte durée.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Tom Cossitt (Leeds): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Les fonctions parlementaires ou ministérielles du ministre comprennent-elles maintenant le pouvoir de décider à quels députés ministériels on permettra de briguer les suffrages aux prochaines élections?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.